

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 23 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARTONNERIE JACQUEMIN

Sainte Marguerite
BP 104
88103 Saint-Dié-Des-Vosges

Références : 25-554/SP/AR
Code AIOT : 0006202476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 septembre 2025 dans l'établissement CARTONNERIE JACQUEMIN implanté 395 Chemin de la Cartonnerie à Sainte-Marguerite (88100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARTONNERIE JACQUEMIN
- 395 Chemin de la Cartonnerie 88100 Sainte-Marguerite
- Code AIOT : 0006202476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Cartonnerie Jacquemin a débuté ses activités dès 1978. Elle a été autorisée par arrêté en régularisation du 28 mars 1983 à exercer des activités de préparation de pâte à papier et de fabrication de cartons. Suite à la mise en liquidation judiciaire de la société le 13 mars 2002, le liquidateur Maître DELATTRE a notifié la cessation intervenue en réalité en 2000 avec le transfert de

l'activité sur le site de Docelles. Cette liquidation judiciaire a été clôturée le 7 avril 2009.

Suite à l'alerte faite par l'ARS concernant la proximité de 2 captages d'alimentation en eau potable (AEP) dont les champs captant sont situés directement en aval du site, l'ADEME est mandatée par arrêté de travaux d'office du 6 septembre 2011 pour limiter l'accès au site ainsi que pour la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux.

Ces évaluations et travaux ont fait l'objet d'un premier Compte Rendu d'Intervention Terminé (CRIT) avec propositions de suites, transmis le 15 avril 2014 à l'inspection. Il a donné lieu après validation par le ministère à l'arrêté préfectoral du 11 mai 2016 prescrivant à l'ADEME l'exécution de travaux d'office sur le site de l'ancienne Cartonnerie Jacquemin.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est clôturé. Le propriétaire actuel procède à des travaux de terrassement. Il a été alerté sur la nécessité de protection des piézomètres, ainsi que sur le fait qu'un réaménagement autre que de surface est à proscrire compte tenu de la pollution de la zone et de la proximité des captages AEP. L'inspection rappelle au propriétaire et au maire de la commune que le site a été le siège d'une ancienne ICPE non régulièrement réhabilitée à responsable défaillant. La compatibilité de l'état du site avec un quelconque usage n'est pas démontrée. Une étude de sol et une ATTES-ALUR sont attendues pour tout projet d'aménagement sur le site (L. 556-1 du code de l'environnement).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	investigations complémentaires IEM	Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les investigations réalisées par l'ADEME ont montré:

- L'absence d'impact du site sur la qualité des sédiments en métaux au droit de la Meurthe: la qualité médiocre des sédiments de la Meurthe en métaux serait plutôt liée au contexte géologique local qu'à l'impact d'une activité anthropique antérieure dans le secteur étudié;
- L'absence d'impact du site sur la qualité des eaux souterraines au droit des deux captages AEP en aval éloigné du site ;
- L'absence de détection ou de dépassement des valeurs limites eau potable pour les autres paramètres.
- La présence d'un impact modéré sur les eaux souterraines imputable aux activités industrielles antérieures pour les paramètres aluminium, arsenic et COT en aval direct des anciennes installations industrielles du site sans dépassement des valeurs de référence eaux brutes.

L'ADEME caractérise la menace représentée par ce site sur les personnes et activités humaines d'intermédiaire par rapport à la probabilité d'impact sur les personnes et milieux, en cas de pollution suspectée ou avérée au droit du site, et de faible voir nulle en terme d'incendie et d'explosion ou de dispersion et déversement de déchets.

Dans ce contexte, elle ne propose pas de suite à son intervention.

Le site est déjà inscrit en SIS afin de conserver la mémoire de sa pollution.

L'ADEME recommande :

- De ne pas consommer le poisson pêché dans le secteur au regard de la qualité des sédiments de la Fave et de la Meurthe;
- D'informer les exploitants des captages AEP Gratin et Girardin, voire l'ARS, des résultats d'analyses obtenus sur ces ouvrages notamment au regard des teneurs relevées en COT.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : investigations complémentaires IEM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 1
Thème(s) : Autre, impact nappe et sédiments
Prescription contrôlée : <p>Il sera procédé aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site anciennement exploité par la société CARTONNERIE PAUL JACQUEMIN à Sainte-Marguerite, à l'exécution des évaluations et travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">· Prélèvements et analyses des eaux souterraines, à fréquence semestrielle en période de basses eaux et de hautes eaux et sur une période de quatre ans, sur les cinq ouvrages piézométriques présents sur le site et les deux captages d'alimentation en eau potable dits Gratin et Girardin situés en aval hydraulique du site. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : Carbone Organique Total (COT), hydrocarbures totaux, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) et métaux (aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure) ;· Prélèvement et analyses des sédiments de la Meurthe sur deux campagnes. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : métaux (aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure) ;· Rapport de synthèse, évaluation de l'impact du site sur la qualité des eaux souterraines et des sédiments de la Meurthe.
Constats : <p>Le site a été depuis repris par une société de rénovation. Il est clôturé et un portail en limite l'accès.</p> <p>Cette nouvelle société exerce une activité tertiaire (rénovation BTP).</p> <p>Le site se découpe globalement en 3 parties suivant un axe Sud-Nord :</p> <ul style="list-style-type: none">· La zone comprenant les anciennes installations industrielles située au sud ;· Un grand étang situé au nord de cette première zone ;· Une grande zone boisée situé au nord de l'étang et en amont hydraulique des captages AEP Gratin et Girardin. <p>Le propriétaire actuel procède à un remaniement des terrains au niveau du pourtour de l'étang afin d'aplanir les andains de terres de 3 à 4 m de haut laissés par l'ancien exploitant.</p> <p>Quatre des cinq piézomètres du site ont été retrouvés et sont extérieurement en bon état. Selon le propriétaire, le cinquième piézomètre serait caché dans la végétation derrière les andains de terres.</p> <p>L'inspection a attiré l'attention du propriétaire sur la protection des piézomètres dans le cadre des travaux qu'il réalise. Par ailleurs, elle a indiqué un remaniement autre que de surface est à proscrire compte tenu de la pollution de la zone et de la proximité des captages AEP.</p> <p>Résultats des investigations sur les eaux souterraines</p> <p>Le CRIT fait état de la réalisation des prélèvements dans les cinq piézomètres du site ainsi que sur les deux captages AEP et des analyses des eaux souterraines réalisées pendant 4 ans à fréquence semestrielle. Un bilan quadriennal a également été réalisé.</p>

Les résultats par paramètres sont les suivants:

- ARSENIC ET ALUMINIUM

Ce bilan indique un impact des anciennes activités du site en aval direct de la zone comprenant les anciennes installations industrielles pour l'aluminium et l'arsenic. Elles ne sont pas retrouvées en aval éloignées ou elles sont retrouvées à des teneurs compatibles avec les critères de potabilité au niveau des AEP.

- COT

Un impact en COT sur la qualité des eaux souterraines a été retrouvé en aval direct des anciennes installations industrielles. Des dépassements ponctuels, proches de la potabilité (3 mg/L VS 2 mg/L) et inférieurs à la valeur de référence eaux brutes (10 mg/L) sont retrouvés au niveau des captages AEP (2/8 prélèvements). Il faut par ailleurs noter que des teneurs du même ordre de grandeur sont retrouvées en amont hydraulique du site.

- AUTRES SUBSTANCES

Les autres substances (HCT C10-C40, HAP, COHV, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure) n'ont pas été détectées ou l'ont été à des teneurs compatibles avec la potabilité sur l'ensemble des ouvrages prélevés.

Résultats des investigations sur les sédiments

Le CRIT fait état de la réalisation en mai et octobre 2018, des prélèvements et analyses réalisés sur les sédiments en trois points de la Meurthe et un point situé dans la Fave, à la confluence de la Meurthe.

Ces données qui complètent celles des précédentes campagnes ont montré :

- L'existence d'un fond géochimique élevé en aluminium dans le secteur ;
- Une présence plus importante de plomb dans la Fave (confluent) que dans la Meurthe, ce qui indique que le site ne pourrait être que de manière très limitée à l'origine des teneurs en plomb constatées dans la Meurthe ;
- La présence de mercure à l'état de trace et en un seul point en amont hydraulique du site.

Conclusions

Le CRIT conclut sur :

- L'absence d'impact du site en métaux sur la qualité des sédiments au droit de la Meurthe ;
- La présence d'un impact modéré sur les eaux souterraines imputable aux activités industrielles antérieures pour les paramètres aluminium, arsenic et COT en aval direct des anciennes installations industrielles du site sans dépassement des valeurs de référence eaux brutes ;
- L'absence d'impact du site sur la qualité des eaux souterraines au droit des deux captages AEP en aval éloigné du site ;
- L'absence de détection ou de dépassement des valeurs limites eau potable pour les autres paramètres.

L'étude n'a pas permis de déterminer les relations hydrauliques entre les eaux souterraines et les eaux superficielles présentes en limite directe (Meurthe et canal de dérivation) .

Les investigations complémentaires sur les sédiments de la Meurthe montrent que leur qualité considérée moyenne voir médiocre serait plutôt liée au contexte géologique local dont le fond géochimique se caractérise par des valeurs élevées en métaux plutôt qu'à l'impact d'une activité anthropique antérieure dans le secteur étudié.

En l'absence de dégradation de la qualité des eaux des captages AEP et des sédiments de la Meurthe attribuables au site, l'ADEME considère à ce jour avoir terminé sa mission sur le site de l'ancienne Cartonnerie Jacquemin sis à Sainte-Marguerite.

L'ADEME caractérise ainsi la menace représentée par ce site sur les personnes et activités humaines:

- de faible voir nulle en cas de dispersion et déversement des déchets;;
- de faible voir nulle en cas d'incendie et d'explosion;
- de faible en terme de potentiel de danger du site et d'intermédiaire par rapport à la probabilité d'impact sur les personnes et milieux, en cas de pollution suspectée ou avérée au droit du site.

Dans ce contexte, l'ADEME ne propose pas de suite à son intervention.

Le site est déjà inscrit en SIS afin de conserver la mémoire de sa pollution.

L'ADEME recommande :

- De ne pas consommer le poisson pêché dans le secteur au regard de la qualité des sédiments de la Fave et de la Meurthe ;
- D'informer les exploitants des captages AEP Gratin et Girardin, voire l'ARS, des résultats d'analyses obtenus sur ces ouvrages notamment au regard des teneurs relevées en COT.

Type de suites proposées : Sans suite